



**AGENCE REGIONALE DE SANTE
DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR**

132 Boulevard de Paris
CS 50039
13331 MARSEILLE Cedex 03

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

OBJET DE LA CONSULTATION : Le marché a pour objet l'exécution de prestations de gardiennage et de sécurité au siège de l'ARS PACA, dans les locaux du bâtiment M'Square situé au 132, Bd de Paris – 13003 – Marseille.

MODE DE PASSATION : Cette consultation fait l'objet d'un appel d'offres ouvert, en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et des articles 15, 25, 33 et 67 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

SERVICE ACHETEUR : Agence régionale de santé de PACA

POUVOIR ADJUDICATEUR : le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

DUREE : Le marché prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'au 31 décembre 2018. Il fera l'objet d'une reconduction expresse au 1^{er} janvier de chaque année sans que sa durée maximale ne puisse excéder 36 mois.

DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :
Le lundi 30 octobre 2017 à 11 heures

Le présent cahier comporte onze pages (11), y compris la première

SOMMAIRE

ARTICLE 1	Objet du marché	Page 3
ARTICLE 2	Nature et détail des prestations	Page 3
ARTICLE 3	Délai de mise à disposition du personnel	Page 6
ARTICLE 4	Qualification des agents	Page 7
ARTICLE 5	Obligations du Titulaire	Page 7
ARTICLE 6	Contrôle des prestations	Page 9
ARTICLE 7	Pénalités	Page 10
ARTICLE 8	Références	Page 10
ARTICLE 9	Visite du site	Page 10

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet l'exécution de prestations de gardiennage et de sécurité au siège de l'ARS PACA, dans les locaux du bâtiment M'Square situé au 132, Bd de Paris – 13003 – Marseille.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet de définir les conditions d'exécution des prestations de gardiennage et de sécurité exécutées au siège de l'Agence Régionale de Santé PACA, sis au 132, Boulevard de Paris - 13003 Marseille.

Les prestations doivent permettre :

- d'assurer la sécurité des biens et des personnes dans des espaces privés, sur une zone d'intervention clairement définie ;
- de surveiller et sécuriser l'accès aux locaux de l'établissement ;
- d'accueillir, renseigner et filtrer toute personne extérieure qui souhaite accéder au site ;
- de prévenir et de contrôler toute activité suspecte aux abords et sur le site M'Square ;
- d'intervenir et de réagir vis-à-vis des actes de malveillance et vis-à-vis des accidents involontaires d'origine humaine, matérielle ou naturelle ;
- de porter assistance à tout individu ou agent de l'ARS PACA se trouvant en difficulté.

Le bâtiment est en cours de classement ERP catégorie 5 au rez-de-chaussée et classé code du travail dans les étages. Il représente une surface hors œuvre nette de 9 510 m² répartie sur 9 niveaux (rez-de-chaussée et 8 étages) ainsi que deux niveaux de sous-sols faisant office de parkings.

Le bâtiment est équipé d'un système de contrôle d'accès, de caméras, d'une installation de détection incendie, de radars et de contacteurs de portes à chaque issue de secours. Ces différents systèmes sont reliés à une Gestion Technique Centralisée assurée par la société TELEM TELESURVEILLANCE.

ARTICLE 2 - NATURE ET DETAIL DES PRESTATIONS

Le titulaire devra procéder à l'exécution de toutes les prestations prévues au présent CCTP. Dans le cadre du décret n°2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail, un plan de prévention sera rédigé et signé par le titulaire. Ce plan devra être scrupuleusement respecté. A cet effet, le prestataire peut contacter la personne suivante :

Madame Anouchka GUINAND

Conseillère de prévention régionale | Direction Générale

Bureau 8-17

04.13.55.83.88

ars-paca-conseiller-prevention@ars.sante.fr / anouchka.guinand@ars.sante.fr

Rappel Article R 4512-6 du code du travail

* Au vu des informations et éléments recueillis au cours de l'inspection commune préalable, les chefs des entreprises utilisatrice et extérieures procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre les activités, installations et matériels.

* Lorsque ces risques existent, les employeurs arrêtent d'un commun accord, avant le début des travaux, un plan de prévention définissant les mesures prises par chaque entreprise en vue de prévenir ces risques.

Rappel Article R 4512-7 du code du travail

* Le plan de prévention est établi par écrit et arrêté avant le commencement des travaux dans les deux cas suivants :

- Dès lors que l'opération à réaliser par les entreprises extérieures, y compris les entreprises sous-traitantes auxquelles elles peuvent faire appel, représente un nombre total d'heures de travail prévisible égal au moins à 400 heures sur une période inférieure ou égale à douze mois, que les travaux soient continus ou discontinus. Il en est de même dès lors qu'il apparaît, en cours d'exécution des travaux, que le nombre d'heures de travail doit atteindre 400 heures ;
- Quelle que soit la durée prévisible de l'opération, lorsque les travaux à accomplir sont au nombre des travaux dangereux figurant sur une liste fixée, respectivement, par arrêté du ministre chargé du travail et par arrêté du ministre chargé de l'agriculture.

2.1 - Nature des prestations

Le gardiennage et la surveillance s'effectuent contre tous les risques liés aux incendies, aux incidents, aux accidents, aux explosions d'origine accidentelle, criminelle ou malveillante, aux intrusions, aux effractions, aux attentats, aux vols dans le parking, aux actes de vandalisme et aux mouvements de foule et manifestations.

Le dispositif et l'organisation mis en place dans le cadre de ce marché devront démontrer une certaine aptitude à résister et à neutraliser les risques inhérents à une situation donnée en fonction de leur gravité, de leur fréquence et de leur évolution.

Les acteurs de cette fonction devront notamment :

- ✓ faire preuve de sang-froid, de réactivité et de dissuasion,
- ✓ disposer de capacités physiques et psychologiques éprouvées leur permettant de faire face aux situations conflictuelles.

La prestation de gardiennage et de surveillance inclut les missions suivantes (liste non exhaustive) :

- Une mission de prévention des risques, de surveillance et de protection des biens et des personnes ;
- Une permanence dans les lieux définis par l'ARS PACA ;
- La gestion des visiteurs et la délivrance des informations nécessaires à leur orientation ;
- Le contrôle des entrées et sorties des agents et des véhicules ;
- Le contrôle des entrées et sorties du public dans le bâtiment M'Square dans le cadre du plan Vigipirate ;
- Des rondes d'ouverture et de fermeture ;
- La consigne de tous les événements sur la main courante en relation avec le responsable du Service des moyens généraux ;
- La collaboration et l'intervention en cas de besoin majeur avec la personne de permanence habilitée de l'ARS PACA.

2.2 - Obligation de résultats

Le titulaire devra procéder à l'exécution de toutes les prestations prévues au présent CCTP. Il devra également procéder à l'exécution de toutes les prestations imprévues et/ou exceptionnelles (Vigipirate, mouvements sociaux, etc.....) qui seraient nécessaires pour assurer l'accueil et la sécurité physique des biens et des personnes, ceci sans pouvoir prétendre à aucune augmentation de prix pour raison d'oubli, d'erreur, quelle qu'en soit la cause, à l'exception des cas de forces majeures ne pouvant lui être imputés.

Les prestations seront exécutées en tenant compte de la nature et de la fréquentation de l'établissement (horaires spécifiques, limitation d'accès et/ou de sortie, personnel, fournisseurs, entreprises ou visiteurs) tels que décrit dans le présent CCTP. **Quelles que soient les circonstances** (arrêt de travail de son personnel, perturbation des transports en commun, intempéries, etc...) le prestataire sera tenu d'assurer, **sans interruption**, les prestations prévues au présent CCTP.

L'ensemble des consignes écrites et des procédures mises en place par l'ARS PACA devra être scrupuleusement respecté par les agents du titulaire.

Cependant, et pour faire face à des situations imprévues et/ou exceptionnelles qui nécessitent une décision, les agents de sécurité pourront déroger à celles-ci en prenant soin :

- d'obtenir l'accord préalable du responsable du Service des moyens généraux ou de son adjoint. Cette information devra être inscrite sur le registre des événements en mentionnant le nom de la personne qui a accordé la dérogation. L'information sera ensuite transmise par e-mail au titulaire.

Afin de faciliter les échanges entre les agents de sécurité et le Service des moyens généraux, une boîte aux lettres fonctionnelle sera mise à disposition sur l'outil de messagerie interne Outlook.

2.3 - Organisation des vacances

- Du lundi au vendredi (sauf jours fériés ou chômés)

De 6h00 à 9h00

- Ouverture du site et mise hors tension de l'alarme de sécurité anti intrusion.
- Se munir d'un dispositif d'alarme du travailleur isolé (PTI).
- Effectuer une ronde complète dans le bâtiment. Consigner toutes les anomalies ou incidents rencontrés dans le registre d'événement, la main courante et éventuellement via la messagerie interne.
- Contrôler le bon fonctionnement des boîtiers autonomes d'éclairage de secours (BAES), du SSI (Système de sécurité Incendie) et du système de détection de fuites ECODO. Toute anomalie doit être signalée en précisant l'emplacement du ou des boîtiers défectueux.
- Déverrouiller la porte automatique de l'accès accueil et la béquille de fermeture de la porte du garage.
- A 6h30, accueillir les personnels de la société de nettoyage.
- A 6h45, ouvrir les volets roulants des sorties de secours.
- A partir de 7h00 et jusqu'à 9h30, contrôler l'accès physique des personnes au niveau de l'entrée principale, contrôler et donner accès au garage aux agents et visiteurs autorisés.
- A 9h30, effectuer une ronde de contrôle aux niveaux -1 et -2 (parkings)
- Jusqu'à 11h30, prise de poste à l'accueil du rez-de-chaussée et contrôle des entrées et sorties du public dans le bâtiment M'Square, ceci dans le cadre du plan Vigipirate.
- De 11h30 à 14h00, sécuriser les entrées et sorties de l'Agence au niveau de l'entrée principale.

De 14h00 à 22h00

- De 14h00 à 14h30, contrôler l'accès physique des personnes au niveau de l'entrée principale, contrôler et donner accès au garage aux agents et visiteurs autorisés
- De 14h30 à 16h00, prise de poste à l'accueil du rez-de-chaussée et contrôle des entrées et sorties du public dans le bâtiment M'Square, ceci dans le cadre du plan Vigipirate.
- De 16h00 à 19h45, surveillance de l'accès piétons et de l'accès garage au niveau de l'entrée principale.
- A 19h45, fermeture des volets roulants des sorties de secours.
- A 20h00, ronde de fermeture du site jusqu'à 21h30. L'agent devra effectuer sa ronde en enregistrant ses passages sur l'ensemble des pointaux.
- A cette occasion, il faut vérifier que :
 - toutes les portes coupe-feu du bâtiment sont en service
 - tous les locaux électriques sont correctement fermés
 - toutes les portes, fenêtres, stores du rez-de-chaussée et issues de secours soient fermées
 - tous les appareils électriques à usage non professionnel soient débranchés (ex : cafetière, bouilloire, chauffage d'appoint, etc....)
 - toutes les goupilles et les plombs des extincteurs soient présents et opérationnels. Toute anomalie constatée doit être immédiatement signalée.
- A partir de 21h30, avertir les personnes encore présentes dans les locaux de la fermeture imminente du site
- A 21h50, contrôler et fermer le garage. Après 21h50, aucun véhicule ne pourra entrer ou sortir
- Vérifier le bon fonctionnement du SSI
- A 22h00, activer l'alarme anti-intrusion et fermer le bâtiment
- Fin du service.

2.4 - Vacations Ponctuelles

Ces vacations seront effectuées à la demande de l'ARS PACA pour répondre à un besoin ponctuel. (Cf. Bordereau de prix par jour, semaine, dimanche et jours fériés).

Le détail des vacations sera transmis par mail par le responsable du Service des moyens généraux, son adjoint ou ses collaborateurs.

ARTICLE 3 – DELAI DE MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL

Le délai maximum pour la mise à disposition de personnel pour les prestations ponctuelles est de **24 (vingt-quatre) heures** à compter de l'heure d'envoi de la demande par le responsable du Service des moyens généraux, son adjoint ou ses collaborateurs (heure mentionnée sur le rapport de la télécopie ou sur le mail).

Le non-respect de ces délais entraînera l'application des pénalités de retard prévues au C.C.A.P.

ARTICLE 4 - QUALIFICATION DES AGENTS

Au-delà des formations initiales de base définies et requises dans les conventions collectives des agents de surveillance et de gardiennage, les personnels affectés à la surveillance devront posséder au minimum les qualifications suivantes :

- Diplôme d'Agent Qualifié de Sécurité et de Prévention (AQSP) ou Certificat de Qualification Professionnelle d'Agent de Prévention et de Sécurité (CQP - APS) ou équivalent (Décret n°2005-1122 du 6 septembre 2005).
- Diplôme d'Agent de service de sécurité incendie et d'aide aux personnes SSIAP 1

Le titulaire devra fournir l'agrément préfectoral pour chacun des agents qui assurera les prestations sur le site.

Les photocopies des documents attestant les qualifications listées ci-dessus devront obligatoirement être présentées au service technique de l'ARS PACA **dans un délai maximum de 8 jours après la notification du marché.**

L'Agent de Prévention et de Sécurité, encore appelé Agent de Sécurité et de Surveillance, est chargé d'assurer la protection des bâtiments, des biens et des personnes contre les risques, les actes de malveillance ou encore les intrusions.

Concrètement, il pourra être amené à assurer le filtrage des visiteurs pour contrôler les accès, effectuer des rondes de sécurité à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments (surveillance mobile), surveiller à distance via des écrans vidéos de contrôle (videoprotection), veiller au fonctionnement correct des dispositifs de sécurité et des équipements techniques, alerter et guider les équipes d'intervention, porter secours aux personnes et assurer le premier niveau d'intervention suite à un dysfonctionnement ou un incident.

L'agent doit rendre des comptes par oral ou par écrit à sa hiérarchie ou à la police. Pour cela, il doit réaliser ce que l'on appelle une « main courante », c'est-à-dire un écrit relatant des faits sur un registre.

L'Agent de Sécurité et de Surveillance peut retenir une personne coupable d'un délit. Il doit attendre l'intervention de la police ou de la gendarmerie pour d'autres actions. Il ne porte pas d'arme quelle qu'elle soit : matraque, arme de poing, bombe lacrymogène...

ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Conformément aux dispositions de l'avenant du 28 janvier 2011 à l'accord du 5 mars 2002 relatif à la reprise du personnel (arrêté d'extension J.O. du 30/12/02), le titulaire du marché devra procéder à **la reprise du personnel en poste** dans le cadre du précédent marché.

5.1 - Obligations liées aux personnels

Le turn-over du personnel affecté au site devra impérativement être aussi limité que possible. Le titulaire s'engage à assurer une certaine stabilité du personnel mis à la disposition de l'ARS PACA, ceci afin d'obtenir de sa part la meilleure connaissance possible des lieux et des installations et de garantir une prestation de qualité. Le titulaire désignera un référent permanent qui sera le contact privilégié de l'ARS PACA.

Le responsable du Service des moyens généraux ou son adjoint doivent être avisés préalablement de tout changement de personnel affecté sur le site.

Dans le cas d'un renouvellement partiel ou total du personnel, celui-ci doit effectuer les vacations en double pendant 3 jours avec le personnel actuellement en place. Ce personnel tournant en double n'est pas à la charge financière de l'ARS PACA.

D'autre part, le titulaire doit sensibiliser ses agents sur le fait que l'utilisation des postes téléphoniques fixes de l'ARS PACA leur est formellement interdite, hormis pour prévenir les services de secours en cas d'urgence ou prévenir le responsable du service des moyens généraux, son adjoint ou ses collaborateurs si besoin.

La qualité des prestations et le respect des consignes font l'objet de contrôles réguliers de l'employeur à l'aide de tous les moyens utiles (téléphone, visites sur site, contrôles inopinés, etc....).

Les agents du titulaire détachés sur le site M'Square devront observer les mesures d'ordre général et le règlement intérieur de l'ARS PACA.

Pour permettre à ses agents de pouvoir se changer sur site, le titulaire devra mettre à leur disposition un vestiaire simple de type monobloc sur pieds (dimensions maximales 30 cm x 49 cm x 200 cm). Cet équipement sera installé dans les locaux dans un lieu préalablement défini par l'ARS PACA.

5.2 - Tenue vestimentaire

Conformément à la législation en vigueur, tout salarié d'une société privée de sécurité doit revêtir obligatoirement une tenue professionnelle pendant ses heures de service (Cf. Article 5 annexe IV de la convention collective des entreprises de sécurité privée). Cette tenue ne doit pas porter confusion avec tout uniforme défini par les textes réglementaires (Police, Gendarmerie, etc.....).

La tenue doit comporter au moins deux insignes, en deux endroits différents (Cf. Décret n°86-1099 du 10 octobre 1986) :

- ✓ l'un reproduisant la dénomination sociale ou le sigle de l'entreprise de sécurité,
- ✓ l'autre l'activité de sécurité privée.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas équipé de sa tenue de travail professionnelle. Les agents devront justifier l'exercice de leur fonction au moyen d'une carte professionnelle accompagnée d'un badge d'identification avec photo d'identité (Cf. Article 5 du décret n°86-1099). Ce badge sera porté visiblement dans l'exécution des missions. Il importe que les agents mandatés aient, dans tous les cas, une présentation correcte et un comportement irréprochable vis à vis des tiers.

Les agents doivent se présenter à leur poste en tenue de travail d'une parfaite propreté fournie par le titulaire du marché.

Pendant leur mission, ils doivent faire preuve de courtoisie, de calme et de fermeté si les circonstances l'exigent. Ils sont tenus à la discrétion sur le travail qui leur est confié et au respect des devoirs de toute administration publique.

5.3 - Obligations liées aux équipements techniques

5.3.1. Gestion des rondes

Un poste de travail sera mis à disposition du titulaire afin qu'il puisse y installer un logiciel de gestion des rondes. Des pointeaux de ronde sont déjà installés à des points de passage préalablement définis. S'il le juge utile, le titulaire pourra proposer une modification du plan de ronde et d'implantation des points de passage. Ce plan de ronde devra être validé par l'ARS PACA.

5.3.2. Sécurité des agents en poste

Le titulaire met à disposition de ses agents, pour leur sécurité et afin qu'ils puissent être joints en tout lieu et à tout moment (y compris les sous-sols et les ascenseurs) un dispositif d'alarme du travailleur isolé (PTI) équipé d'un système d'alarme volontaire + automatique avec détection de la

perte de verticalité et/ou de la perte de mouvement, répondant à la réglementation du décret n°92-158 du 20 février 1992 et l'article R 4512-13 du code du travail. Ce dispositif doit être en parfait état de marche, avec batterie chargée, et contrôlé obligatoirement à chaque prise de poste. Les agents devront également disposer d'une **lampe torche antidéflagrante**.

Les moyens techniques nécessaires à l'exécution des missions de gardiennage et de sécurité incendie seront décrits par le titulaire dans sa proposition et fournis à chacun des agents affecté sur le site M'Square.

5.4 – Moyens d'accès au site

Les clés et les badges d'accès au site seront remis au titulaire par l'ARS PACA dès notification du marché. Ces clés et badges seront mis à disposition des agents du titulaire pour l'accomplissement strict de leurs missions. En cas de perte ou de vol de ces clés et badges, le titulaire avisera aussitôt les responsables de l'ARS PACA.

Les clés et badges perdus seront remplacés aux frais du titulaire, au tarif en vigueur. Si les clés et les badges sont confiés au titulaire de manière permanente, il devra les restituer à l'ARS PACA au terme du marché. En cas de détérioration de matériel causée par un usage inapproprié, le remplacement du matériel se fera aux frais du titulaire.

ARTICLE 6 – CONTROLE DES PRESTATIONS

Dispositions générales

Le titulaire devra fournir la liste du personnel et prévenir de chaque changement.

Le titulaire sera tenu de notifier immédiatement à l'ARS PACA toutes anomalies ou modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise survenant au cours de l'exécution des prestations du marché.

L'agent devra effectuer sa ronde en enregistrant ses passages sur les pointaux de l'ARS PACA afin que les responsables des moyens généraux du site puissent s'assurer et contrôler la bonne exécution de la prestation.

L'ARS PACA aura la possibilité, chaque fois qu'elle le jugera nécessaire, de vérifier le travail des agents et notamment :

- La qualification du personnel
- La bonne connaissance des consignes à appliquer
- La présence et la bonne utilisation du matériel fourni par le titulaire
- La présence effective et la bonne tenue du personnel
- La bonne tenue des documents et des registres d'évènements
- La vigilance des agents
- Le parcours des rondes, lieux et temps

Chaque visite ou contrôle effectué de manière aléatoire devra être signalé sur le registre des évènements. En cas de non-conformité détectée lors d'un contrôle, le titulaire en sera informé.

D'autre part, l'ARS PACA se réservera le droit de demander au titulaire le remplacement de tout agent ayant manqué gravement aux consignes du présent marché.

Réunions de suivi des prestations

Des réunions de suivi des prestations de surveillance et de gardiennage seront organisées au moins une fois par semestre à compter de la notification du marché. Ces réunions auront pour

objectif d'assurer un lien régulier entre le titulaire et l'ARS PACA. A ces occasions, les thèmes suivants seront abordés :

- Satisfaction du déroulement des prestations
- Conformité des prestations servies
- Evolution des consignes, aménagement des moyens de sécurité en fonction des besoins
- Propositions d'amélioration

En cas d'insatisfaction ou de manquement, les pénalités prévues au CCAP seront appliquées. D'autre part, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire le point avec le titulaire de marché autant de fois qu'il le jugera nécessaire.

ARTICLE 7 – PENALITES

Le responsable du Service des moyens généraux de l'ARS PACA ou son adjoint pourront, à tout moment, et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à tous les contrôles qu'il jugera utiles et nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations avec les clauses du marché. Les points appréciés lors des contrôles concernent l'ensemble des actions nécessaires (encadrement du personnel, application des consignes, accueil ...) par le titulaire pour mener à bien la prestation. Le nombre de ces contrôles ne sera pas limité.

Les pénalités porteront sur :

- le non-respect des horaires de présence.
- le non-respect du délai de remplacement en cas d'absence d'un employé.
- le non-respect de la procédure d'agrément.
- le non port de la tenue de professionnelle.

ARTICLE 8 – REFERENCES

Les candidats préciseront dans le mémoire technique leurs principales références pour des prestations similaires. Ces références seront accompagnées des numéros de téléphone et courriels d'un interlocuteur que l'ARS PACA pourra contacter pour plus d'informations.

ARTICLE 9 – VISITE DU SITE

L'attention des candidats est attirée sur **le fait qu'une visite du site est obligatoire**. Elle se déroulera en présence des représentants de l'établissement. A l'issue de la visite, une attestation sera remise au candidat. Les offres des candidats qui n'auront pas visité le site ne seront pas recevables.

Le titulaire sera ainsi réputé avoir pris connaissance des lieux dont il devra assurer la surveillance et le gardiennage (configuration des bâtiments, destination des lieux ...) ainsi que des contraintes liées à son environnement. Il ne pourra, par la suite, invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de l'ARS PACA.

Le site de M'Square peut être visité sur demande du 11 septembre 2017 au 28 septembre 2017 inclus. A cet effet, les prestataires doivent contacter les personnes suivantes :

- Madame Martine BELLEUDY  04 13 55 80 16
martine.belleudy@ars.sante.fr

- Monsieur André LETAILLEUR

☎ 04 13 55 80 28

andre.letailleur@ars.sante.fr

Ou à l'adresse suivante : ars-paca-moyens-generaux@ars.sante.fr

ATTESTATION DE VISITE

AOO/11/2017/ARS13/GARDIENNAGE ET SECURITE DES LOCAUX M'SQUARE

Je soussigné, Mme, M.....représentant l'Agence Régionale de Santé Paca, certifie avoir fait visiter ce jour les locaux du bâtiment M'Square à :

Mme/M.représentant la société

A Marseille le

Signature du Candidat

Signature du représentant de l'ARS Paca